

La Révolte N°43

Octobre 2018

«Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte.» Albert Camus

Lettre ouverte à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Atlantiques

Monsieur le Préfet, Le 27 août 2018, un camionneur de Jaca a succombé à une mort atroce sur la RN 134, non loin du fort du Portalet. Ce drame nous rappelle que les routes des vallées pyrénéennes ne sont pas adaptées au trafic de poids lourds et n'ont pas vocation à l'être.

Depuis cet accident, la population aspoise, affectée par la mort de cet homme ainsi que par la grave pollution du gave, n'a de cesse de demander l'interdiction des camions, hors desserte locale, en vallée d'Aspe.

Le trafic de poids lourds, qui ne cesse d'augmenter, met en danger la vie des routiers ainsi que de tous les usagers de cette route. Nous vous rappelons que le 23 février dernier, un autre camion a failli finir dans le gave dans le même secteur et que depuis l'ouverture du tunnel du Somport en 2003, des dizaines de camions ont été accidentés en Vallée d'Aspe. Par ailleurs, ce trafic occasionne régulièrement des atteintes graves à cet environnement fragile et précieux.

L'immense majorité des routiers avec qui nous avons échangés nous assurent que ce sont leurs employeurs qui les obligent à emprunter cet axe qu'ils considèrent dangereux et dont le seul intérêt est d'être gratuit. La seule motivation des entreprises qui mettent en danger la vie de leurs salariés, et celles des autres usagers, c'est d'économiser quelques euros de taxes en évitant le Pays-Basque !

Monsieur le Préfet, l'Etat s'est engagé dans le cadre Natura 2000 à préserver la Vallée d'Aspe. Il est également responsable de la sécurité des axes routiers. Qu'attendez-vous pour prendre vos responsabilités en répondant favorablement à la légitime demande des Aspois ? Cette mort n'est-elle pas déjà une mort de trop ?

Cette lettre ouverte de notre syndicat, envoyée le 11 septembre 2018, n'a toujours pas connue de réponse...

Un enjeu capital.

La situation est déjà extrêmement tendue dans l'Education Nationale. La dégradation des conditions de travail liées aux maintes coupes budgétaires que nous avons subies rend le travail épuisant et déprimant d'une part, et affaiblit l'institution d'autre part ! Que restera-t-il bientôt de feu l'Instruction Publique ?

CNT-AIT 3, rue de Boyrie - Pau www.cnt-ait-pau.fr

Epuisant, car on augmente notre charge de travail par tous les moyens : nous prenons toujours plus d'élèves en charge et le travail en dehors des heures de cours est de plus en plus chronophage (multiplication des réunions et des tâches, travail administratif et d'orientation que l'on nous impose pour compenser les suppressions de postes dans l'administration et chez les CO-PSY).

Déprimant, parce que nous nous sentons de moins en moins capables d'aider les élèves en difficultés dans ces conditions. Nous connaissons tous des collègues qui ont préféré changer de métier ou qui connaissent des phases dépressives ou de burn-out.

Dans ce contexte, les annonces du gouvernement sont révoltantes.

D'une part, Blanquer annonce de nouvelles suppressions de postes et un alignement de notre statut sur celui du privé. Avec l'embauche des enseignants par les proviseurs, le salaire au mérite et l'emploi massif de contractuels, le gouvernement applique le plan de bataille qui a été utilisé à FRANCE -TELECOM ou à la Poste pour mettre au pas les personnels avant de détruire le statut de fonctionnaire.

Macron l'avait annoncé, son combat est idéologique : il veut en finir avec le système social français et imposer le libéralisme dans tous les secteurs de la société.

Nous savons tous comment il est difficile de se défendre pour nos collègues du privé. Nous savons également que les entreprises publiques sous forme de SA (Fr Tél, La poste) acculent leurs employés à la démission ou au suicide tant les conditions se détériorent.

Est-ce cela que nous voulons ? Aujourd'hui il faut faire un choix : se résigner ou se battre !

La mobilisation du 12 novembre n'est pas une simple journée de protestation, c'est un combat pour notre avenir qui débute en cet automne 2018. La défense de notre statut et de notre métier doit être un enjeu prioritaire pour chacun d'entre nous. Nous devons faire front collectivement, le temps de nous révolter est venu, des paroles aux actes...

Rassemblement devant la DSDEN, place d'Espagne à 10H30 à Pau

Communiqué de presse

Organisation et position de la mobilisation contre les camions en Vallée d'Aspe

Le 27 Août 2018, une nouvelle catastrophe écologique a commencé suite à l'accident d'un poids lourd, dont le chauffeur est mort. Depuis, des habitantes et des habitants de la vallée se mobilisent et s'organisent concrètement pour remettre en cause le trafic routier. Aux blocages, s'ajoutent depuis près d'un mois la tenue d'Assemblées Populaires régulières et la constitution de groupes de travail. Cette organisation horizontale se double aujourd'hui du lancement d'une pétition, d'abord destinée à interpeller toutes celles et tous ceux qui vivent dans la vallée.

Un fonctionnement coopératif et horizontal

Le mouvement de mobilisation contre le trafic routier, en vallée d'Aspe et ailleurs, a spontanément adopté, depuis le début, un mode de fonctionnement horizontal, autogéré et coopératif. Il n'y a pas lieu de lui chercher des leaders : ce sont avant tout les Assemblées Populaires qui sont décisionnelles. Elles sont le lieu où sont discutées les propositions élaborées au fil des semaines, par le biais d'un travail intense, au sein des trois groupes de travail, qui demeurent ouverts à toute personne intéressée et disponible pour s'engager : le groupe coordination, le groupe actions, et le groupe documentation. Personne n'est donc autorisé à parler au nom du mouvement. Seule l'Assemblée Populaire peut ponctuellement désigner des individus capables de la représenter, qui sont alors dotés d'un mandat clair et temporaire.

Une pluralité d'habitants mobilisés

Les personnes qui se mobilisent aujourd'hui n'ont pas toutes la même histoire avec la vallée d'Aspe, ni le même rapport à la lutte. Néanmoins, elles se fédèrent autour de revendications communes : elles partagent l'objectif de préserver un territoire montagnard singulier, ce qui les amène à exiger, immédiatement, l'interdiction de la circulation des matières dangereuses sur la RN 134, et plus largement l'interdiction du trafic des poids lourds, hors desserte locale. Cette cohésion se renforce aujourd'hui par la mise en circulation d'une pétition au sein des villages : les habitantes et les habitants s'y organisent localement pour susciter une réflexion sur la question du trafic routier dans chacun des foyers. C'est un territoire dans sa pluralité qui ainsi réveille ses consciences et fédère ses énergies.

La détermination de la mobilisation reste indéfectible, et entend bien se perpétuer autant à travers les dialogues et les débats qu'à travers des actions de mobilisations.

Mobilisation STOP AUX CAMIONS
Contact : mobilisation.e7@gmx.fr

Les malheurs d'Apicula

« Modeste abeille, totalement soumise à ma reine, telle une ouvrière vaillante, et je vivais agréablement. Dès les premiers rayons du soleil, je quittais la ruche bruyante et je butinais les fleurs succulentes.

Aujourd'hui, curieusement, je n'ai pas travaillé comme il convient et pour m'en retourner à la maison du miel, quel combat ! Mon GPS qui me permet de retrouver aisément le chemin de la ruche donnait des signes que je ne parvenais plus à décoder. Heureusement, j'ai pu suivre le vol d'une amie, les ailes de plus en plus empesées. J'étais lasse. Inexplicablement ! Les compagnes qui avaient butiné aux mêmes endroits que moi présentaient des troubles identiques aux miens.

Le Conseil des Sages, présidé par la reine, accuse le Gaucho – insecticide mélangé aux semis – d'être la cause du dérèglement de nos comportements.

Certains paysans jouent aux apprentis sorciers sans vouloir admettre qu'ils participent à la destruction de notre espèce. Pour continuer d'exister, peut-être devrions-nous nous échapper loin de la folie humaine. Nous envisageons sérieusement cette solution qui résoudrait nos problèmes. »

Avant de mourir, Apicula m'avait raconté les angoissants moments qu'elle avait vécus. Depuis le Gaucho a été interdit, mais voici qu'un autre insecticide sûrement aussi redoutable, le Cruiser, est autorisé à envahir nos champs. Augurons que, dans un avenir proche, disparaîtront à tout jamais les abeilles indispensables à la production du miel et à la pollinisation des arbres fruitiers.

Il serait temps que la sagesse l'emportât pour le bien de l'humanité !

Texte écrit en 2008

Toujours d'actualité

NOIR C NOIR

Ta révolte sur notre blog:
<http://comitedelarevolte64.over-blog.com>